Six héros de l'environnement reçoivent le Prix Goldman 2014

Partage international n° 311 – Juillet 2014

Le Prix Goldman pour l'environnement est le prix le plus important du monde pour les écologistes de terrain. Depuis 1990, ce prix décerné chaque année a récompensé 163 personnes de 83 pays. Chacun des lauréats, choisis sur les six continents habités de la planète, reçoit 175 000 dollars. Les lauréats pour 2014 viennent d'Indonésie, du Pérou, de l'Inde, de l'Afrique du Sud, de la Russie et des Etats-Unis et selon le Prix Goldman « ne s'attaquent pas seulement à certains des problèmes environnementaux les plus urgents de la planète, ils obtiennent aussi des victoires environnementales impressionnantes et inspirent les autres à faire de même ».

Indonésie : se protéger des plantations d'huile de palme

Rudi Putra, Indonésie – Dès son adolescence passée dans la région d'Aceh dans le nord de Sumatra, Rudi Putra montrait un intérêt précoce pour la nature et les animaux. Il a étudié la biologie de la conservation et s'est passionné pour le rhinocéros de Sumatra, le représentant le plus petit – et le plus menacé d'extinction de la famille des rhinocéros.

R. Putra est devenu chercheur spécialisé dans la direction d'équipes de protection des rhinocéros et l'organisation d'expéditions sur le terrain pour traquer les braconniers dans l'écosystème du Leuser (Parc national du Gunung Leuser). Cette forêt de 2,6 millions d'hectares, protégée par le gouvernement fédéral, est l'une des dernières zones de l'habitat naturel du rhinocéros de Sumatra. R. Putra s'est rendu compte qu'en plus de la lutte contre le braconnage, son travail ne serait pas complet sans aborder une menace beaucoup plus grande dépassant rapidement la conservation : la destruction de l'habitat par les plantations illégales d'huile de palme.

La demande croissante dans le monde entier pour l'huile de palme, additif omniprésent dans de nombreux produits, de la restauration aux cosmétiques, entraîne une augmentation sans précédent de la déforestation en Indonésie. Malgré un moratoire sur le déboisement, une grande partie de la disparition de la forêt est le fait de plantations illégales qui se sont imposées dans ces zones protégées grâce aux pots de vin et à la corruption endémique du gouvernement.

Avec le soutien des collectivités locales, R. Putra s'est rapproché de la police locale pour faire appliquer les lois de protection des terres et faire fermer les plantations illégales. Il a également approché les propriétaires de plantations d'huile de palme et leur a rappelé que leurs actions enfreignaient la loi. Après que R. Putra leur ait montré les marquages délimitant les zones protégées, certains propriétaires ont volontairement fermé des plantations et donné la terre au gouvernement afin que R. Putra et ses collègues puissent effectuer le travail de restauration.

Le travail de sensibilisation soutenu et les négociations stratégiques menées par R. Putra ont entraîné le démantèlement de plus de 1 200 hectares de plantations illégales. Les forêts restaurées ont recréé un corridor écologique critique maintenant utilisé par les éléphants, les tigres et les orangs-outans pour la première fois depuis douze ans.

R. Putra est aujourd'hui à la tête de la lutte contre une proposition du gouvernement provincial d'Aceh qui ouvrirait de vastes étendues de forêts dans l'écosystème Leuser au développement de l'huile de palme.

En 2013, il a organisé une pétition qui a recueilli 1,4 million de signatures, afin de mettre une pression internationale sur le gouvernement indonésien pour le contraindre à appliquer ses propres lois de conservation et de rejeter la proposition du gouvernement d'Aceh.

Pérou : blocage de la construction d'un barrage en Amazonie

Ruth Buendia, Pérou – Ruth Buendia avait 12 ans lorsque les guérilleros du Sentier lumineux ont envahi le territoire Asháninka dans la vallée péruvienne de la rivière Ene. Des milliers d'Asháninkas furent tués pendant le conflit ; des milliers d'autres ont fui leurs terres ancestrales. Le

père de Buendia a été tué pendant le conflit, et sa mère l'avait envoyée à Lima, la capitale, pour la mettre en sécurité.

Jeune adulte, R. Buendia est retournée dans la ville de Satipo, désireuse de renouer avec ses racines, et commença à travailler bénévolement pour le Centre Asháninka de la rivière Ene (CARE). En 2005, le départ à la retraite d'un membre de la direction de l'organisation offre à R. Buendia l'opportunité inattendue d'être la première femme élue présidente du groupe.

Peu de temps après cette élection historique, R. Buendia est tombée sur un reportage relatant un accord énergétique bilatéral passé en 2010 entre les gouvernements du Brésil et du Pérou pour la construction d'une série de barrages hydroélectriques à grande échelle sur l'Amazone. L'accord avait été adopté sans aucune consultation de la population Asháninka vivant dans la vallée de la rivière Ene, en violation directe avec un traité international qui oblige les gouvernements à consulter les communautés autochtones sur les projets de développement de leurs territoires.

Les demandes d'informations de CARE au gouvernement péruvien restèrent sans réponse, mais il est vite devenu clair que les grands barrages entraîneraient le déplacement de milliers d'Asháninkas. R. Buendia et CARE commencèrent à s'adresser aux communautés Asháninkas, leur faisant prendre conscience des dangers du barrage de Pakitzapango, en utilisant des simulations numériques pour montrer que la vallée serait inondée lors de la construction. R. Buendia a également fait connaître son combat auprès des dirigeants internationaux, se rendant à Washington pour présenter un rapport à la Commission interaméricaine des droits de l'homme à propos de l'impact du développement de l'énergie au Pérou sur sa population.

En décembre 2010, suite au travail de R. Buendia, le ministère péruvien de l'énergie a rejeté une demande de Pa-kitzapango qui aurait permis de lancer la construction du barrage. L'année suivante, Odebrecht, actionnaire principal d'un autre barrage, a annoncé son retrait du projet, invoquant la nécessité de respecter le point de vue des communautés locales.

Avec le projet Pakitzapango immobilisé devant les tribunaux, R. Buendia travaille activement au rétablissement des droits fonciers des Asháninkas. Elle élabore un plan de gestion pour la réserve communautaire Asháninka qui leur permettrait de protéger leurs terres de développements futurs, tout en permettant aux communautés locales de poursuivre des opportunités économiques durables tels que la culture du café et du cacao.

Inde : l'arrêt d'une mine de charbon

Ramesh Agrawal, Inde – Avec une économie en croissance rapide, l'Inde est confrontée à une demande en énergie croissante – dont une grande part est fournie par le charbon, le combustible fossile le plus abondant dans le pays. Environ un cinquième des réserves de charbon de l'Inde se trouvent dans le sol de l'Etat de Chhattisgarh, au centre du pays, où les projets de développement ont créé des conflits entre les entreprises minières et les villageois vivant au-dessus des gisements.

Alors que le droit du public à l'information sur les projets de développement proposés est inscrit dans la loi, l'information est souvent difficile à obtenir. Pire encore, l'identité des personnes qui demandent les informations est rendue publique, ce qui en fait des cibles de menaces ou d'agressions par les partisans de l'industrie.

Ancien travailleur social de la région, Ramesh Agrawal possédait une bonne compréhension des besoins et des défis des communautés rurales dans le Chhattisgarh. Il avait observé les fermes et les forêts se transformer en usines locales, et vu l'érosion de la justice sociale, de la santé publique et de l'environnement qui en résultait.

Agissant comme lanceur d'alerte pour les communautés rurales sans accès aux ordinateurs, R. Agrawal a minutieusement recherché sur le site Web du ministère de l'Environnement toutes les nouvelles demandes pour des projets de développement dans le Chhattisgarh. Il a informé les villageois sur les violations environnementales et déposé des demandes de droit à l'information en leur nom.

Parmi ces projets se trouvait une demande faite par la société Jindal Steel and Power Ltd (JSPL) pour exploiter une mine de charbon géante. Avec un objectif de production de plus de quatre millions de tonnes de charbon par an, la mine aurait été parmi les plus grandes de son genre dans le Chhattisgarh. A partir de 2008, R. Agrawal fédéra les habitants afin qu'ils expriment leur opposition et déposent de nombreuses pétitions soulignant l'infraction de JSPL, tenue d'organiser des réunions publiques obligatoires ou d'obtenir une autorisation environnementale pour le projet.

En avril 2012, le Tribunal national vert a révoqué les

permis requis pour l'exploitation de cette mine, en citant les diverses infractions constatées dans les pétitions de R. Agrawal.

Son travail a fait de lui la cible de partisans de l'industrie. Peu de temps après que le projet de mine de charbon ait été stoppé, des hommes armés ont fait irruption chez R. Agrawal et lui ont tiré dans la jambe, lui brisant les os. Malgré l'agression, ses succès dans le Chhattisgarh donnent de l'espoir à d'autres communautés dans leur lutte contre le développement industriel incontrôlé dans toute l'Inde.

Afrique du Sud : lutte contre l'apartheid économique

Desmond D'Sa, Afrique du Sud – Près de 70 % de l'industrie de l'Afrique du Sud est située au sud de Durban, où vivent 300 000 personnes, pour la plupart des travailleurs à faible revenu. Les résidents du sud de Durban dans le KwaZulu-Natal y ont été déplacés de force par le régime d'apartheid afin de constituer une main-d'œuvre bon marché pour l'économie industrielle naissante. Ce sont les premières victimes des produits chimiques toxiques de l'industrie, dont le bassin d'activité a été tristement surnommé la « vallée du cancer ».

En 1990, Wasteman, une grande entreprise de gestion des déchets, a ouvert un site d'enfouissement, sans consultation ni participation des collectivités locales, pour accueillir les déchets dangereux des usines voisines. Les produits chimiques toxiques déversés dans la décharge ont empoisonné la terre, l'eau et l'air. En 2009, la décharge de Bulbul Drive approchait de sa capacité maximale et Wasteman a présenté une demande de prolongation du bail de la décharge jusqu'en 2021.

Desmond D'Sa est né et a grandi dans la banlieue de Durban. Il avait 15 ans quand ils furent déplacés, lui et sa famille, par le gouvernement, les forçant à vivre à côté des usines polluantes. Il trouva des emplois dans les usines de produits chimiques, où il a constaté les préjudices environnementaux causés aux communautés locales. Ses expériences, qui l'ont profondément bouleversé, conduirent D. D'Sa à devenir un défenseur de la justice environnementale. En 1996, il cofonda l'Alliance pour la communauté environnementale de Durban Sud (SDCEA), où il a commencé en tant que bénévole.

Lorsque le bail de Wasteman arriva à échéance, les groupes locaux ont demandé à D. D'Sa et à la SDCEA de redynamiser une campagne de longue date pour fermer la décharge de déchets toxiques pour de bon. Il a commencé à organiser les diverses communautés historiquement marginalisées du sud de Durban pour les unir dans leur opposition à la décharge, en utilisant des outils innovants tels que les diagrammes d'odeur et des « brigades » d'analyse de l'air. Avec ses collègues, ils ont maintenu l'attention des médias sur ce problème, en mettant les journalistes en relation avec les habitants de Durban sud affectés par la décharge.

Face à l'opposition croissante de la communauté, Wasteman a annoncé en août 2010 qu'elle retirait sa demande d'extension de la décharge de déchets toxiques. En novembre 2011, la décharge fut fermée officiellement.

Dans ce qui est largement considéré comme une tentative de le faire renoncer à son combat, la maison de D. D'Sa a été incendiée par des inconnus, détruisant une grande partie de ses biens personnels et le laissant avec des brûlures et sa famille profondément traumatisée. En raison des menaces constantes d'agressions, il vit séparé de sa famille.

D. D'Sa a maintenant orienté sa lutte contre l'expansion du port de Durban, un projet de 10 milliards de dollars qui entraînerait le déplacement de milliers de personnes sans compensation et aggraverait les problèmes de gestion des déchets, de pollution et de circulation.

Russie : préserver la nature sauvage

Suren Gazaryan, Russie – Située à l'ouest du Caucase, le long de la mer Noire, la région de Krasnodar, en Russie, est l'un des écosystèmes sans équivalent les plus diversifiés d'Europe. C'est également un lieu de vacances d'été apprécié des Russes, où chacun peut profiter de la nature.

Malgré l'importance environnementale de la région, un groupe de hauts fonctionnaires russes s'est emparé de vastes étendues de terres pour construire des résidences privées de luxe. Les Jeux olympiques de Sotchi, situé au cœur de cette région, ont stimulé encore plus le développement, en réduisant toujours plus l'accès aux terres publiques et mettant la faune en danger. En outre, la législation adoptée récemment a mis une pression énorme sur les militants écologistes russes, dont beaucoup sont contraints de s'enregistrer en tant qu'agents étrangers ou à faire face à de lourdes amendes et à des poursuites pénales.

Suren Gazaryan est l'un de ces militants de l'environnement, né à Krasnodar où il a étudié la biologie à l'université et pratiqué la spéléologie dans le désert local. Sa fascination pour les chauves-souris

a déterminé ses études supérieures et l'a conduit à mener une carrière de zoologiste.

Pendant qu'il effectuait des travaux de recherche dans les années 1990, S. Gazaryan constata, preuves à l'appui, que l'exploitation forestière et les constructions illégales détruisaient l'habitat des chauves-souris. Il s'est rendu compte qu'étudier simplement les chauves-souris n'était pas suffisant : il avait la responsabilité de les protéger.

S. Gazaryan est devenu militant bénévole de l'association Surveillance environnementale du Nord Caucase (EWNC), et a commencé à travailler sur une campagne pour arrêter la construction d'un palais présidentiel somptueux sur les terres protégées par le gouvernement fédéral. Il a organisé des manifestations et des pétitions, et a posté des centaines d'articles sur des blogs sous son vrai nom – acte incroyablement courageux étant donné le contexte politique actuel. Il a également publié des séquences vidéos filmées au cours de ses inspections des terres saisies illégalement.

Après deux années de campagne intensive menée par S. Gazaryan et EWNC, la réserve naturelle d'Utrish a été créée, en 2010, avec le plus haut niveau de protection offert par la législation russe, et le ministère des Affaires présidentielles a annoncé qu'il abandonnait les plans de construction pour le palais controversé.

S. Gazaryan a payé le prix fort pour son engagement. En 2012, il a ramassé une pierre pour se défendre lors d'une altercation avec trois gardes armés pendant l'inspection d'un chantier de construction illégal. Les autorités russes l'ont alors accusé d'avoir menacé de mort les gardes. Risquant une lourde peine de prison dans un système judiciaire corrompu, S. Gazaryan a été contraint de fuir en Estonie où il a reçu l'asile politique.

Etats-Unis : pas de fracturation dans l'Etat de New York

Helen Holden Slottje, Etats-Unis – Helen Slottje, avocate de Boston, avait déménagé à Ithaca (New York) avec son mari, qui avait rejoint l'entreprise familiale. Ils étaient tombés amoureux du charme rural de l'Etat de New York, où les lacs Fingers fournissent en amont de l'eau potable pour une grande partie de la région nord-est – juste au-dessus des gisements de schiste argileux de Marcellus, la plus grande réserve de gaz de schiste des Etats-Unis.

En 2009, H. Slottje a vu dans le journal local l'annonce d'une réunion sur les forages de gaz. Elle s'y est rendue et en est ressortie horrifiée par les images qu'elle avait vu. Des paysages vierges défigurés par les constructions, les équipements de forage et les fosses de déchets. Les familles étaient délaissées et devaient se débrouiller avec l'eau et l'air pollués qui entraînaient des problèmes de santé par la suite.

H. Slottje a décidé d'agir. Grâce au travail et aux recherches de bénévoles, elle a acquis des connaissances sur l'importance du zonage local et les lois sur l'utilisation des terres pour limiter les effets néfastes de l'utilisation des terres sur les riverains. H. Slottje a découvert que les villes pouvaient utiliser les lois de zonage pour interdire purement et simplement la fracturation au sein de leurs territoires.

H. Slottje discuta de cette idée avec un groupe de travail sur les forages de gaz dans la ville voisine d'Ulysse et, avec son mari, aida le groupe à rédiger une loi locale pour empêcher la fracturation hydraulique. Les membres de la communauté ont rédigé une pétition pour interdire la fracturation hydraulique, et les habitants intéressés pour la signer ont commencé à inonder la mairie d'appels téléphoniques. La nouvelle se répandit dans les villes voisines, et bientôt les citoyens dans les villes des environs ont commencé à faire circuler des pétitions similaires.

Lorsque le conseil de la ville de Dryden (New York) a adopté à l'unanimité une loi en 2011 interdisant la fracturation hydraulique, l'industrie du gaz a poursuivi la ville. L'industrie a perdu la bataille au tribunal de première instance, et après avoir fait un appel sans succès, l'affaire est maintenant devant la plus haute cour de l'Etat.

Plus de 170 villes à travers l'Etat de New York ont adopté des lois locales interdisant la fracturation hydraulique, basées sur le cadre juridique novateur de H. Slottje. Beaucoup d'autres, inspirées par les succès des petites villes contre de puissantes entreprises, travaillent sur des interdictions et informent les organisations de terrain dans d'autres Etats comme la Californie, le Texas et le Colorado.

Sources : Le Prix Goldman
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers